

# Renforcer la résilience dans une période sans précédent

En 2020, les femmes du monde entier ont renforcé et consolidé les systèmes communautaires de résilience, maintenant la vie de leurs communautés et de la planète face à d'énormes défis. Pour la GAGGA et ses organisations partenaires, la pandémie de COVID-19 a présenté une situation sans précédent qui a nécessité une révision et un ajustement rapides des priorités et des plans. Les partenaires de la GAGGA ont surmonté d'innombrables obstacles et ont développé de nouvelles façons de communiquer, de créer des liens et de la solidarité, et de continuer à s'organiser.



Photo: RENAMAT

## La GAGGA en 2020 : Chiffres clés

**426** organisations communautaires dirigées par des femmes ont été soutenues par la GAGGA

**79%** ont reçu un total de 2,2 millions de dollars de subventions

**21%** ont reçu exclusivement un soutien non financier

## Organisation dans les espaces numériques

Les partenaires de la GAGGA ont contribué à garantir **une utilisation sûre et efficace des outils numériques et la participation aux espaces numériques des groupes de base dirigés par des femmes**. Parmi les stratégies mises en œuvre, citons l'achat de packs de données pour les téléphones portables, l'organisation de voyages sûrs vers la ville ou le village le plus proche ayant accès à Internet, le renforcement des compétences informatiques et l'organisation de formations sur la manière de participer aux espaces virtuels nationaux et internationaux.

Le **Réseau international de foresterie analogique** a créé un **espace numérique pour les promotrices de la foresterie analogique** en Bolivie, au Costa Rica, au Nicaragua et au Salvador. Par le biais de messages audio et de vidéos, partagés via des applications de messagerie telles que WhatsApp et Signal, elles ont échangé des connaissances techniques sur la foresterie analogique, la conception et la mise en œuvre de parcelles régénératives par les femmes, ainsi que des méthodologies pour soutenir la sensibilisation des communautés rurales, en particulier des femmes. L'espace numérique a permis de créer des cercles de confiance et de soutien mutuel entre les promotrices. **FRIDA, le Fonds pour les jeunes féministes**, a publié une **série de contenus sur la sécurité et les soins numériques**, couvrant des sujets tels que l'infrastructure Internet de base, les applications de messagerie sûres et les soins numériques lors de l'utilisation d'appareils. Une attention particulière a été accordée aux jeunes féministes défenseurs du climat et de l'environnement.

La GAGGA a organisé des espaces virtuels de réflexion et d'acquisition de connaissances collectives, qui ont contribué à notre processus d'évaluation externe et généré des idées pour l'avenir. Ces discussions ont permis d'orienter le développement du programme **"Women Leading Climate Action" de la GAGGA** (voir ci-dessous) et d'un **bulletin d'information consacré au leadership des femmes en matière de justice climatique**. En coopération avec Women's Environment & Development Organization et Friends of the Earth International, la GAGGA a co-organisé une session lors du rassemblement mondial "From the Ground Up", organisé par la Coalition COP26. La session, **"Action féministe pour le climat : Renforcement du pouvoir à tous les niveaux"**, a été suivie par plus de 150 personnes.

Lancée en 2016, la Global Alliance for Green and Gender Action (l'Alliance mondiale pour l'action verte et de genre, la GAGGA) rassemble le pouvoir collectif des mouvements pour les droits des femmes, l'environnement et la justice climatique dans le monde entier. La vision de la GAGGA est un monde où les droits des femmes à l'eau, à la sécurité alimentaire et à un environnement propre, sain et sûr sont reconnus et respectés. Elle est facilitée par le **Fondo Centroamericano de Mujeres (FCAM)**, en coopération avec **Mama Cash** et **Both ENDS**. Pour plus d'informations, visitez notre [site web](#), suivez-nous sur [Twitter](#) et abonnez-vous à notre [newsletter](#).

## Promotion du respect des droits des femmes et de la justice environnementale aux niveaux local et national

Les partenaires de la GAGGA ont continué à renforcer leurs pratiques communautaires durables, non seulement pour assurer leurs moyens de subsistance, leur sécurité alimentaire et leur accès à l'eau potable, mais aussi comme moyen de garder le contrôle ou de revendiquer leurs terres et leur territoire. Les initiatives de lobbying et de plaider des groupes de base soutenus par la GAGGA se sont concentrées sur des questions telles que la restauration/la protection écologique (y compris la biodiversité), l'agriculture durable, le changement climatique, la responsabilisation et l'autonomie économique, entre autres.

En Indonésie, les plans de développement de projets géothermiques, hydroélectriques et éoliens n'ont jamais inclus une consultation adéquate des communautés locales qui seraient affectées. En 2020, **Aksi!**, partenaire de la GAGGA, a mené une **recherche participative féministe**, compilant les témoignages de plus de 50 femmes sur la façon dont elles ont été **affectées par les projets d'énergie renouvelable**. Cette recherche a servi de base à un rapport soumis par Aksi!, en collaboration avec Save Gunung Slamet, au comité CEDAW, ce qui a conduit à un suivi direct auprès du gouvernement indonésien. Par le biais de tables rondes et d'un webinaire intitulé "Les femmes des zones de projets énergétiques s'expriment", Aksi! a souligné la nécessité de **solutions et d'alternatives centrées sur les personnes**, qui sont élaborées de manière démocratique et inclusive, sur la base de la contribution, du consentement et du contrôle des femmes et des communautés locales.

**Le Centre de ressources et de développement des femmes de Kebetkache et le Centre de développement communautaire de Lokiaka**, basés à Port Harcourt, au Nigeria, ont sensibilisé aux problèmes rencontrés par les femmes et les communautés locales du delta du Niger en ce qui concerne l'extraction pétrolière et le torchage du gaz (lorsque les compagnies pétrolières brûlent le gaz qui s'échappe à la suite du forage pétrolier). En 2019 une subvention Linking and Learning de la GAGGA a permis de renforcer la complémentarité du travail des deux organisations. En 2020, Kebetkache a renforcé la sensibilisation des femmes des communautés de Lolouma et d'Umuechem à leur **droit de dire "non" au torchage du gaz** et à leurs capacités d'identification et d'engagement auprès des décideurs. Un forum réunissant des membres de la communauté, des organisations de la société civile et des représentants du ministère régional des affaires étrangères et du ministère de l'environnement et de l'agence nationale d'orientation a été organisé. Lors du forum, le ministère des Affaires féminines de l'État de Rivers s'est engagé à accorder plus d'attention aux questions soulevées, en particulier aux impacts du torchage du gaz et de la pollution sur les femmes.

## Maintien de la pression sur les institutions financières internationales

Malgré les obstacles créés par le COVID-19, la GAGGA a continué à s'engager, à influencer et à contribuer au développement, au renforcement et au suivi des politiques sociales et environnementales des institutions financières internationales. Ensemble, les partenaires et les membres de la GAGGA se sont engagés auprès de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement, de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et de la Banque interaméricaine de développement. Elle a attiré l'attention sur le besoin urgent **d'évaluer les propositions de projets, ainsi que la mise en œuvre de projets pour adhérer aux politiques sociales et environnementales des banques**.

**L'Association interaméricaine de défense de l'environnement (AIDA)** a continué à faire pression sur la **Banque interaméricaine de développement (BID)** pour qu'elle prenne des mesures à l'égard de deux projets hydroélectriques à grande échelle, Pojom II et San Andrés au Guatemala, qui violent, entre autres, la politique opérationnelle de la banque en matière d'égalité des sexes. Bien qu'AIDA n'ait pas été en mesure de participer directement et de s'engager dans les espaces officiels liés à la BID en raison de la pandémie, le groupe a continué à sensibiliser, à dénoncer la situation et, surtout, à assurer un contact continu et une **solidarité avec les femmes locales Ixquisis** et leurs communautés, dont les droits ont été violés par les projets. AIDA a organisé différents espaces virtuels ainsi qu'une pétition et une campagne de communication en ligne, afin de sensibiliser la région aux conséquences des projets et de renforcer le soutien aux communautés d'Ixquisis.



Photo: Women African Alliance

## Engagement avec le Fonds vert pour le climat

Les partenaires de la GAGGA ont continué à organiser des sessions d'apprentissage et des formations de renforcement des capacités afin de sensibiliser et de mobiliser les groupes de base pour qu'ils s'engagent dans les processus **décisionnels nationaux du Fonds vert pour le climat (GCF - Green Climate Fund)**. La GAGGA a aidé les organisations de défense des droits des femmes en Indonésie, en Mongolie, au Népal et en Tanzanie à entamer **des dialogues politiques avec leur Autorité nationale désignée (AND)** du GCF ; à accroître leur engagement dans les processus décisionnels nationaux, par exemple en fournissant une expertise en matière de genre pour la mise en œuvre de projets et en utilisant des voies formelles pour s'engager avec le gouvernement/AND ; et à suivre les projets du GCF en cours ou prévus dans leur pays.

La GAGGA, parmi d'autres acteurs, a également continué à centrer les demandes et les besoins des partenaires dans les processus décisionnels internationaux du GCF, et à promouvoir l'accès local, la sensibilité au genre et la prise de décision inclusive. Lors des réunions du conseil d'administration de 2020, nous avons plaidé pour **améliorer les plans d'action et les évaluations de genre** des différentes propositions de financement et avons assuré la participation directe et la représentation des femmes de différentes régions et communautés dans ces espaces. Par exemple, Wanun Permpibul, de l'Observatoire régional pour l'égalité des sexes en Asie, de **Climate Watch Thaïlande**, a participé à la réunion du conseil d'administration du GCF et a été élue dans l'équipe des observateurs actifs des OSC. Parallèlement, le plaidoyer collectif d'un grand nombre d'OSC, dont la GAGGA, a conduit à la rétractation temporaire de la Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC) - le troisième plus grand prêteur au monde aux développeurs de plans de charbon - du programme du GCF afin que la SMBC améliore sa politique d'application et d'investissement énergétique, qui n'est pas alignée sur les buts et objectifs du GCF et de l'Accord de Paris.

## Plaider en faveur d'une meilleure affectation des ressources

Avec ses alliés stratégiques Global Greengrants Fund et Prospera - le réseau international des fonds pour les femmes - la GAGGA a travaillé pour renforcer l'intérêt et **l'élan parmi les donateurs gouvernementaux et la communauté philanthropique** pour un financement inclusif, flexible, féministe et communautaire des mouvements locaux dirigés par des femmes qui mènent des actions environnementales et climatiques. La GAGGA a été invitée à partager son travail et ses résultats avec le ministère des Affaires mondiales du Canada (Global Affairs Canada), notamment ses divisions de Financement climatique et Systèmes alimentaires et environnement (Climate Finance and Food Systems and Environment Divisions), et à rencontrer le Ministère des affaires étrangères du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (United Kingdom Foreign Commonwealth and Development Office).

Le Global Greengrants Fund et Prospera ont poursuivi leur travail avec la **Communauté d'apprentissage des bailleurs de fonds pour les femmes et l'environnement** (Funder Learning Community for Women and the Environment, le FLC), un groupe de fondations privées. Une évaluation de la FLC a montré que 82 % des personnes interrogées étaient tout à fait d'accord pour dire qu'elles avaient appris comment les femmes mènent des initiatives essentielles pour lutter contre le changement climatique et d'autres dommages environnementaux, et que leurs connaissances avaient changé/ augmenté "dans une large mesure" pour la majorité des sujets couverts au cours des deux dernières années.

Les partenaires et les membres de la GAGGA ont également réussi à influencer les donateurs pour qu'ils soutiennent le travail environnemental et climatique dirigé par des femmes et tenant compte de la dimension de genre en 2020.

- En 2020, **53 % des partenaires de la GAGGA ont indiqué avoir reçu des fonds de la part de nouveaux donateurs**, pour un total d'au moins 1,9 million d'euros<sup>1</sup>. Cependant, bien que l'augmentation du nombre de nouveaux donateurs soit positive, il est important de noter que le montant total était inférieur à celui des années précédentes.
- **Le ministère néerlandais des affaires étrangères (Dutch Ministry of Foreign Affairs) a sélectionné la GAGGA comme partenaire stratégique** dans le cadre de sa politique "Power of Voices" 2021-2025. Le programme "Women Leading Climate Action" de la GAGGA a reçu 34 millions d'euros.
- La Fondation Ford, dans le cadre de son nouveau fonds "Resilient Women and Natural Resources Plus", a accordé à la GAGGA **une subvention de 100 000 USD pour mener une cartographie des groupes, collectifs et organisations communautaires dirigés par des femmes** dans le Sud global et travaillant à l'intersection des droits des femmes, de la justice environnementale et climatique. La cartographie examine les différents types/formes de **violence structurelle auxquels sont confrontés les femmes et les filles défenseuses de l'environnement et/ou de la terre et du territoire** et la manière dont elles y répondent.

<sup>1</sup> Cela n'inclut pas les nouveaux financements reçus par les membres de l'alliance GAGGA, FCAM, Both ENDS et Mama Cash.

## Collaboration inter-mouvements et création d'alliances

Dans le contexte de la crise du COVID-19, la force de la collaboration inter-mouvements unique de la GAGGA s'est révélée de multiples façons. Nous avons rapidement appris à mieux connaître les réalités et les besoins des mouvements locaux que nous soutenons et avons vu la nécessité d'ajuster les plans en conséquence. En mai, la GAGGA a lancé le **Fonds pour l'autonomie et la résilience** (FAR) (Autonomy and Resilience Fund, ARF), une initiative de financement unique visant à répondre aux besoins urgents des femmes défenseuses de l'environnement et de leurs communautés par le renforcement **des systèmes communautaires de résilience et d'autonomie** basés sur les principes d'équité, de solidarité et de soins collectifs pour les personnes et la nature. La structure du réseau GAGGA, en particulier les relations et la confiance qu'elle facilite, s'est avérée cruciale pour le succès du FAR. En six semaines seulement, la GAGGA a reçu un total de 211 demandes, dont 193 émanant d'organisations communautaires dirigées par des femmes et 18 d'ONG partenaires de la GAGGA. En l'espace de trois mois, la GAGGA a accordé **214 108 € à 41 groupes de base et 40 292 € à sept ONG dans 21 pays du monde.**

Après la conclusion du processus d'octroi de subventions, la GAGGA a commandé une étude sur le FAR afin de connaître et de comprendre les expériences, les perspectives et les besoins des femmes défenseuses de l'environnement et de leurs communautés en temps de crise. Le rapport, intitulé [Fonds de l'autonomie et de la résilience : Transformer la peur en espoir](#), contribue aux discussions critiques sur le financement inclusif, flexible, féministe et communautaire du travail sur le genre, l'environnement et la justice climatique, à court et à long terme.

## Les voix du réseau GAGGA

Du 8 au 22 mars - de la Journée internationale de la femme à la Journée mondiale de l'eau - les organisations partenaires de la GAGGA en Amérique latine ont mené la quatrième [campagne annuelle 'We, Women are Water'](#) (Nous, les femmes, sommes l'eau). La campagne a souligné le rôle et le leadership des femmes latino-américaines dans la défense et la protection de l'eau, et a mis en lumière les impacts que subissent les femmes en raison de l'exploitation et de la contamination de ce bien commun. La campagne a été lancée au moment où la gravité du COVID-19 devenait évidente. L'un des messages clés était donc l'importance de garantir le [droit humain à l'eau face au COVID-19](#), y compris pour des mesures simples comme le lavage des mains.

La GAGGA a également sensibilisé et rendu visible les réalités des femmes locales et de leurs communautés dans le contexte du COVID-19. La GAGGA a recueilli 60 enregistrements de partenaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, qui ont décrit leurs expériences au cours des premiers mois de la pandémie. Les [histoires audio](#), principalement partagées sur Twitter, ont été consultées plus de 17 500 fois et ont donné lieu à plus de 600 engagements avec les utilisateurs de Twitter, ainsi qu'à une couverture par des organes de presse externes.

## Collaboration avec le ministère néerlandais des Affaires étrangères

Les points forts de la collaboration de la GAGGA avec le ministère néerlandais des Affaires étrangères en 2020 ont été la coorganisation de la **table ronde sur les femmes, l'inclusion et l'environnement**, qui a rassemblé 40 représentants des gouvernements canadien, néerlandais, allemand, suisse et britannique travaillant sur l'élaboration de politiques environnementales et climatiques, ainsi que des fondations privées des États-Unis et d'Europe. La table ronde a été organisée avec le département de la croissance verte inclusive du ministère et a facilité les échanges entre pairs et l'apprentissage, en s'appuyant sur les principales conclusions de notre [cartographie](#), réalisée en 2019, sur les politiques, mécanismes, outils et canaux de financement pertinents de cinq donateurs gouvernementaux. La GAGGA a également plaidé pour que le **financement de crise du COVID-19 du ministère atteigne les populations et les communautés locales**, en particulier celles des groupes privés de droits - femmes, peuples autochtones, agriculteurs ruraux et côtiers, et communautés de pêcheurs - via les mécanismes de financement innovants existants.

## Les leçons tirées de cinq ans de la GAGGA

Depuis 2016, la GAGGA a fourni **10,24 millions d'euros en 1 518 subventions à des groupes de base travaillant sur les droits des femmes et la justice environnementale**, principalement par le biais de fonds pour les femmes et la justice environnementale. Une évaluation externe finale de notre premier programme quinquennal a conclu que nous avons fait des progrès significatifs pour atteindre nos objectifs quinquennaux.

Notre expérience au cours des dernières années a montré l'importance de **rassembler les mouvements de défense des droits des femmes, de l'environnement et de la justice climatique et de centraliser les connaissances et l'expérience des organisations communautaires dirigées par des femmes** dans l'action environnementale et climatique, ainsi que dans les politiques environnementales et climatiques.

Les femmes, dans toute leur diversité, proposent des solutions audacieuses, créatives et holistiques, non seulement pour lutter contre la dégradation de l'environnement et les impacts climatiques négatifs auxquels elles sont confrontées aujourd'hui et à l'avenir, mais aussi pour transformer positivement leurs réalités et celles de leurs communautés. Alors que nous clôturons ces cinq premières années de la GAGGA, nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli ensemble et nous nous réjouissons de voir le réseau se développer et s'étendre.

